



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2006

www.cibc.com/francais

Message du président et chef de la direction

Le 2 mars 2006

Points saillants du premier trimestre

La Banque CIBC a annoncé un bénéfice net de 580 M\$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, contre un bénéfice net de 707 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 25,6 %, en regard de 25,7 % au trimestre correspondant de 2005. Le résultat dilué par action s'est élevé à 1,62 \$, comparativement à 1,94 \$ au premier trimestre de 2005, montant qui comprenait des gains après impôts totaux de 0,49 \$ l'action à la vente des actions de Juniper Financial Corp., de Republic Bank Limited et de ACE Aviation Holdings Inc.

Au trimestre précédent, le bénéfice net avait atteint 728 M\$, et le résultat dilué par action, 2,06 \$, qui comprenait plusieurs éléments importants valant un résultat de 0,62 \$ l'action.

Le point sur les priorités de l'entreprise

Nous avons fait de solides progrès au cours du trimestre par rapport à nos grandes priorités : le maintien et le raffermissement de la vigueur des activités; l'amélioration de la productivité; et la solidité du bilan. En poursuivant la réalisation de ces priorités, nous pourrions positionner la Banque CIBC pour assurer son rendement constant et durable.

Maintien et raffermissement de la vigueur des activités

Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC ont tous deux affiché de bons résultats pour le trimestre et demeurent bien positionnés sur le marché.

Marchés de détail CIBC a enregistré des revenus de 2 059 M\$, soit presque le même niveau qu'au trimestre précédent.

Nos secteurs des activités de détail et de la gestion des avoirs continuent de tirer parti des solides capacités de distribution de la Banque CIBC afin de mieux cibler nos clients et de leur offrir une plus grande valeur. Au cours du trimestre, CIBC Wood Gundy a atteint un sommet sans précédent avec des biens administrés de plus de 116 G\$.

Dans l'ensemble, nos activités de détail et de la gestion des avoirs maintiennent un bon rendement, à une exception près. Du côté du crédit à la consommation, nous prenons encore des mesures pour réduire nos pertes sur prêts. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous ne prévoyons pas que ces mesures permettent d'abaisser les niveaux de pertes en 2006.

Marchés mondiaux CIBC a dégagé des revenus de 679 M\$, par rapport à 964 M\$ au trimestre précédent,

résultat qui comprenait un montant de 294 M\$ tiré de la vente de nos positions couvertes dans Global Payments Inc. et Shoppers Drug Mart Corporation.

Au cours du trimestre, *The Globe and Mail* a nommé Marchés mondiaux CIBC meilleur souscripteur d'actions du Canada pour la cinquième année d'affilée. Marchés mondiaux CIBC a également été nommé chef de file du marché canadien de 2005 pour le nombre total de souscriptions d'actions, de produits structurés vendus et d'opérations liées à des fiducies de revenu.

Amélioration de la productivité

Après le deuxième trimestre de 2005, la Banque CIBC s'est fixé comme objectif d'améliorer son coefficient d'efficacité à un niveau qui se situe à la médiane ou au-dessus des principales banques canadiennes. À l'appui de cet objectif, la Banque CIBC maintient son engagement à réduire ses frais annuels de 250 M\$ d'ici la fin de 2006.

Au premier trimestre, la Banque CIBC s'est encore rapprochée de son objectif. Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 868 M\$, en regard de 2 032 M\$ au deuxième trimestre de 2005, montant qui comprenait une provision de 75 M\$ se rapportant à des opérations de la Banque CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis ayant participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

Solidité du bilan

Au cours du trimestre, la Banque CIBC a continué de raffermir son bilan.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC est maintenant à 9,0 %, contre 8,5 % au 31 octobre 2005 et 7,5 % au 31 juillet 2005. L'objectif avoué de la Banque CIBC est de maintenir un ratio des fonds propres de première catégorie minimal de 8,5 %.

Le rendement à long terme de la Banque CIBC sera le fruit d'un souci constant de développer nos activités essentielles, d'améliorer la compétitivité de nos coûts et de maintenir la solidité de notre bilan. En se concentrant sur ces priorités et en demeurant centrée sur ses relations avec la clientèle, la Banque CIBC sera bien placée pour fournir un rendement stable et durable.

Apporter davantage à nos collectivités

Au cours du trimestre, la Course à la vie CIBC de la Fondation canadienne pour le cancer du sein a reçu un prix Cassies d'argent de la catégorie publicitaire Gouvernement et groupes d'intérêt pour l'excellence de ses résultats. Elle

a également été reconnue par Imagine Canada comme partenaire émérite qui unit les membres de la collectivité dans la lutte contre le cancer du sein. Quant aux employés de Marchés mondiaux CIBC et de CIBC Wood Gundy du monde entier, ils ont recueilli 10,5 M\$ en 2005 lors de la

Journée du Miracle pour l'enfance de Marchés mondiaux CIBC.

Perspectives

L'économie nord-américaine devrait progresser modérément en 2006, la croissance du PIB gravitant autour de 3 %. La faiblesse de l'inflation de base devrait aider à limiter l'ampleur d'autres majorations des taux d'intérêt. Les conséquences sur le secteur canadien de la fabrication du ralentissement de l'économie américaine et de la vigueur du dollar canadien devraient être atténuées à mesure que les consommateurs profiteront des réductions d'impôts prévues et de l'intensité des activités des secteurs de l'énergie et des mines.

La faiblesse du taux de chômage et des taux d'intérêt, de pair avec les fortes dépenses des consommateurs, devraient continuer de favoriser une croissance des volumes du crédit de détail, des cartes de crédit et des prêts hypothécaires. Le taux de croissance des volumes de produits de prêt pourrait diminuer avec le ralentissement éventuel de l'appréciation du prix du logement et par suite de la décision de la Banque CIBC d'abaisser le profil de risque de son portefeuille de prêts à la consommation. Les pressions concurrentielles continueront probablement de comprimer les marges d'intérêts nettes.

Les horizons de nos activités des marchés financiers, des services bancaires d'investissement et de la gestion des avoirs demeurent positifs, dans le sillage des perspectives de croissance modérée de l'économie nord-américaine et de la vigueur soutenue des marchés boursiers. Les revenus des Services de banque d'affaires devraient reculer par rapport à 2005, car nous avons considérablement réduit la taille du portefeuille.

Gerald T. McCaughey

Président et chef de la direction

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, la Banque CIBC fait des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent message, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations concernant les activités, les secteurs d'activité, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et perspectives de la Banque CIBC pour 2006 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la Banque CIBC, influent sur les activités, le rendement et les résultats de la Banque CIBC et de ses secteurs d'activité et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où la Banque CIBC est en exploitation, dont des modifications dans les lois canadiennes réglementant les institutions financières et des modifications réglementaires américaines visant les entreprises étrangères inscrites à la cote d'une bourse américaine; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'évolution des lois fiscales; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme sur les activités de la Banque CIBC; les catastrophes naturelles; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque CIBC; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information fournie à la Banque CIBC par ses clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où la Banque CIBC mène ses activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; la capacité de la Banque CIBC à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir ses canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus qu'elle en tire; les changements des habitudes des clients en matière de dépenses et d'économies; et la capacité de la Banque CIBC à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la Banque CIBC. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La Banque CIBC ne s'engage à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent message ou d'autres communications.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE

	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005	
non vérifié, aux dates indiquées et pour les trois mois terminés le				
Données relatives aux actions ordinaires				
Par action - résultat de base	1,64	\$ 2,08	\$ 1,96	\$
- résultat dilué	1,62	2,06	1,94	
- dividendes	0,68	0,68	0,65	
- valeur comptable	25,85	25,00	30,62	
Cours - haut	81,00	80,64	73,70	
- bas	72,90	68,82	67,95	
- clôture	79,90	72,20	68,45	
Nombre d'actions en circulation (en milliers)				
- moyen de base	334 357	333 876	346 269	
- moyen dilué	337 704	337 065	350 201	
- à la fin de la période	334 786	334 008	341 098	
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	26 749	\$ 24 115	\$ 23 348	\$
Mesures de valeur				
Ratio cours-bénéfice (sur 12 mois)	négl.	négl.	11,4	
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	3,4	% 3,7	% 3,8	%
Ratio dividendes-bénéfice	41,6	% 32,7	% 33,2	%
Cours/valeur comptable	3,09	2,89	2,24	
Résultats financiers (en millions de dollars)				
Total des revenus	2 849	\$ 3 423	\$ 3 079	\$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	166	170	178	
Frais autres que d'intérêts	1 868	2 057	1 901	
Bénéfice net	580	728	707	
Mesures financières				
Coefficient d'efficacité	65,6	% 60,1	% 61,7	%
Coefficient d'efficacité (BIE) ¹	64,5	% 59,2	% 60,9	%
Rendement des capitaux propres	25,6	% 34,2	% 25,7	%
Marge d'intérêts nette	1,59	% 1,62	% 1,82	%
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,86	% 1,91	% 2,15	%
Rendement de l'actif moyen	0,81	% 1,01	% 0,97	%
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	0,94	% 1,19	% 1,15	%
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)				
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	89 253	\$ 79 616	\$ 82 087	\$
Prêts et acceptations	144 779	146 902	143 631	
Total de l'actif	288 906	280 370	285 183	
Dépôts	193 666	192 734	193 301	
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	8 655	8 350	10 445	
Actif moyen	285 679	287 119	288 288	
Actif productif d'intérêts moyen	245 269	242 841	244 357	
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	8 484	8 045	10 503	
Biens administrés	1 030 400	967 100	825 600	
Mesures de la qualité du bilan				
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	7,6	% 7,2	% 8,8	%
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	113,3	\$ 116,3	\$ 118,6	\$
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,0	% 8,5	% 10,5	%
Ratio des fonds propres total	13,1	% 12,7	% 13,1	%
Autres informations				
Ratio détail/gros ²	74 % / 26	% 70 % / 30	% 72 % / 28	%
Effectif permanent	36 971	37 308	36 780	

1) Base d'imposition équivalente (BIE). Pour en savoir davantage, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activités à la fin de la période. Pour en savoir davantage, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

négl. - négligeable en raison de la perte nette pendant la période de 12 mois consécutifs.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2005. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 2 mars 2006. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains montants de périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 188 et 189 de notre Reddition de comptes annuelle 2005.

Survol de la direction

La CIBC est l'une des principales institutions financières nord-américaines qui, au 31 janvier 2006, affichait un actif de 288,9 G\$, une capitalisation boursière de 26,7 G\$ et un ratio des fonds propres de première catégorie de 9,0%. La CIBC offre des services financiers aux particuliers, aux PME, aux entreprises ainsi qu'à des clients institutionnels.

Rendement financier

en millions de dollars, sauf les données par action	À la date indiquée et pour les trois mois terminés le					
	31 janv. 2006		31 oct. 2005		31 janv. 2005	
Total des revenus	2 849	\$	3 423	\$	3 079	\$
Bénéfice net	580		728		707	
Bénéfice par action						
- de base	1,64		2,08		1,96	
- dilué	1,62		2,06		1,94	
Dividendes par action	0,68		0,68		0,65	
Total de l'actif	288 906		280 370		285 183	
Rendement des capitaux propres	25,6	%	34,2	%	25,7	%
Coefficient d'efficacité	65,6	%	60,1	%	61,7	%
Total du rendement des capitaux propres	11,6	%	(8,9)	%	(6,5)	%
Cours de l'action	79,90		72,20		68,45	
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,0	%	8,5	%	10,5	%
Ratio du total des fonds propres	13,1	%	12,7	%	13,1	%

La croissance économique a ralenti au Canada et aux États-Unis au cours du quatrième trimestre civil de 2005, mais a semblé reprendre de la vigueur vers la fin du trimestre. Les taux d'intérêt à court terme ont continué d'augmenter à un rythme stable dans les deux pays, et la courbe des taux s'est aplatie. Bien qu'elle soit encore vigoureuse, la demande de crédit aux ménages commence à ralentir légèrement en raison de la hausse des taux. Les marchés des actions ont été robustes, et la reprise au Canada a profité des gains sur les prix des marchandises.

Le bénéfice net du trimestre s'est fixé à 580 M\$, en baisse de 127 M\$, ou 18 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre de l'exercice précédent ont bénéficié de ce qui suit :

- un gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts) à la vente de Juniper;

- un gain de 85 M\$ (85 M\$ après impôts) à la vente de Republic Bank;
- un gain de 34 M\$ (22 M\$ après impôts) à la vente d'ACE.

Au cours du trimestre considéré, la réduction de la rémunération liée aux revenus, la croissance des volumes et les marges favorables sur dépôts ont été contrebalancées en partie par la réduction des revenus tirés des commissions de prise ferme et des honoraires de consultation.

Le bénéfice net a diminué de 148 M\$, ou 20 %, en regard du trimestre précédent. Les résultats du trimestre précédent incluaient ce qui suit :

- un gain de 294 M\$ (241 M\$ après impôts) à la vente de placements dans Global Payments Inc. (GPI) et Corporation Shoppers Drug Mart (Shoppers);

- une reprise de 59 M\$ d'une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs liés à nos activités aux États-Unis;
- des frais d'intérêts de 53 M\$ (33 M\$ après impôts) liés à de nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis;
- une reprise de 50 M\$ (33 M\$ après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Au cours du trimestre considéré, la réduction des indemnités de cessation d'emploi, des charges de projet et de la dotation à la provision pour pertes sur créances (autre que la reprise de la provision générale susmentionnée) et la hausse des revenus tirés des commissions de prise ferme et des honoraires de consultation ont été en partie contrebalancées par des gains moins élevés pour les Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur (autres que les gains provenant de GPI et de Shoppers susmentionnés).

Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres pour le trimestre se sont fixés respectivement à 1,62 \$ et à 25,6 % en regard de 1,94 \$ et de 25,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,06 \$ et de 34,2 % pour le trimestre précédent.

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres se sont établis à respectivement 9,0 % et à 13,1 %, comparativement à 10,5 % et à 13,1 % pour le même trimestre de 2005 et à 8,5 % et à 12,7 % pour le trimestre précédent.

La CIBC a affiché un total du rendement des capitaux propres pour le trimestre de 11,6 % comparativement à (6,5) % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de (8,9) % pour le trimestre précédent.

Sommaire des résultats sectoriels

Marchés de détail CIBC

Le bénéfice net a fléchi de 40 M\$, ou 8 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait les gains à la vente de Republic Bank et d'ACE. Les résultats du trimestre considéré ont bénéficié de la hausse du revenu tiré des frais, de la croissance des volumes à l'échelle de tous les secteurs d'activité et de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Le bénéfice net s'est accru de 88 M\$, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des frais autres que d'intérêts et des pertes sur prêts.

Marchés mondiaux CIBC

Le bénéfice net a diminué de 45 M\$, ou 26 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit et des revenus des Services de banque d'affaires, et de la baisse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par la réduction des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net a fléchi de 200 M\$, ou 61 %, en regard du trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par la baisse des revenus des Services de banque d'affaires,

contrebalancée en partie par la baisse des frais autres que d'intérêts, la diminution des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis et la hausse des revenus des marchés financiers.

Siège social et autres

Le bénéfice net a baissé de 42 M\$, ou 75 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, attribuable au gain à la vente de Juniper au trimestre correspondant de l'exercice précédent, contrebalancé en partie par la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social.

Le bénéfice net a baissé de 36 M\$, ou 72 %, en regard du trimestre précédent à cause surtout d'une reprise 59 M\$ d'une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs liés à nos activités aux États-Unis et d'une reprise de 50 M\$ de la provision générale pour pertes sur créances, qui étaient comprises dans le trimestre précédent. Ces baisses ont été en partie neutralisées par la réduction des coûts de soutien non répartis du siège social.

Mise à jour sur les priorités de l'entreprise

La CIBC continue de se concentrer sur ses priorités d'entreprise, soit le maintien et le raffermissement de la vigueur des activités, l'amélioration de la productivité et la solidité du bilan.

Maintien et raffermissement de la vigueur des activités

Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC ont tous deux affichés de bons résultats pour le trimestre et demeurent bien positionnés sur le marché.

Une discussion détaillée sur notre rendement figure dans le rapport de gestion.

Amélioration de la productivité

Après le deuxième trimestre de 2005, la CIBC s'est fixé comme objectif d'améliorer son coefficient d'efficacité à un niveau qui se situe à la médiane ou au-dessus des principales banques canadiennes. À l'appui de cet objectif, la CIBC maintient son engagement à réduire ses frais annuels de 250 M\$ d'ici la fin de 2006.

Au premier trimestre, la CIBC s'est encore rapprochée de son objectif. Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 868 M\$, en regard de 2 032 M\$ au deuxième trimestre de 2005, montant qui comprenait une provision de 75 M\$ se rapportant à des opérations de la CIBC avec certains fonds de couverture aux États-Unis ayant participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement.

Solidité du bilan

Après le troisième trimestre de 2005, la CIBC s'était établi pour objectif de rendre le bilan plus solide en augmentant le ratio des fonds propres de première catégorie, soit en faisant passer l'objectif minimal de 7,5 % à 8,5 % au plus tard au début de 2006. Cet objectif a été atteint au cours du quatrième trimestre de 2005, moment où la CIBC s'est engagée à raffermir davantage son bilan. Au 31 janvier 2006, le ratio des fonds propres de première catégorie

atteignait 9,0 %, principalement grâce au capital autogénéral et à la diminution de l'actif pondéré en fonction du risque.

Perspectives

La faiblesse du taux de chômage et des taux d'intérêt, de pair avec les fortes dépenses des consommateurs, devraient continuer de favoriser une croissance des volumes du crédit de détail, des cartes de crédit et des prêts hypothécaires. Le taux de croissance des volumes de produits de prêt pourrait diminuer avec le ralentissement éventuel de l'appréciation du prix du logement et par suite de la décision de la CIBC d'abaisser le profil de risque de son portefeuille de prêts à la consommation. Les pressions concurrentielles continueront probablement de comprimer les marges d'intérêts nettes.

Les horizons de nos activités des marchés financiers, des services bancaires d'investissement et de la gestion des avoirs demeurent positifs, dans le sillage des perspectives de croissance modérée de l'économie nord-américaine et de la vigueur soutenue des marchés boursiers. Les revenus des Services de banque d'affaires devraient reculer par rapport à 2005, car nous avons considérablement réduit la taille du portefeuille.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs. Plus précisément les sections Mise à jour sur les priorités de l'entreprise et Perspectives du présent rapport sont fondées sur nos opinions et les résultats réels sont incertains. Pour plus de détails, voir la section Un mot sur les énoncés prospectifs à la page 2.

Mode de présentation de l'information de la CIBC

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité reflètent les caractéristiques de nos produits et services ainsi que les clients à qui sont destinés ces produits et services.

Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs

d'activité. Le groupe Siège social et autres comprend également Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débentures d'Oppenheimer Holdings Inc., et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, nous avons réuni les groupes fonctionnels Administration et Technologie et opérations et nous avons nommé le nouveau groupe «Administration, Technologie et opérations». Nous avons également transféré certaines fonctions administratives de ce groupe au nouveau groupe fonctionnel Conformité, Affaires juridiques et réglementation.

Nous employons le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de nos deux secteurs d'activité. Ce modèle se sert de certaines estimations et de méthodes de répartition dans la préparation de l'information financière sectorielle. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et de suivi et aux honoraires de prestation de services sont répartis entre les secteurs d'activité. Périodiquement, les commissions de vente et de suivi versées aux segments pour certains produits sont renégociées. L'information financière de la période précédente n'a pas été reclassée pour tenir compte de ces changements de commissions. De plus, les revenus, les frais et les ressources au bilan liés à certaines activités sont entièrement imputés aux autres secteurs d'activité. La direction utilise ce modèle pour mieux évaluer le fonctionnement économique de nos segments de clientèle, des produits et des réseaux de distribution.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 42 de la Reddition de comptes annuelle 2005.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures selon les PCGR :

Activités de détail

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Revenus			
Marchés de détail CIBC	2 059 \$	2 060 \$	2 108 \$
Ajouter : Groupe Entreprises	111	113	116
	2 170 \$	2 173 \$	2 224 \$
Bénéfice net			
Marchés de détail CIBC	438 \$	350 \$	478 \$
Ajouter : Groupe Entreprises	30	22	39
	468 \$	372 \$	517 \$

Activités de gros

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Revenus			
Marchés mondiaux CIBC	679 \$	964 \$	749 \$
Moins : Groupe Entreprise	111	113	116
	568 \$	851 \$	633 \$
Bénéfice net			
Marchés mondiaux CIBC	128 \$	328 \$	173 \$
Moins : Groupe Entreprise	30	22	39
	98 \$	306 \$	134 \$

Mesures de l'état des résultats

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés	Marchés	Siège social	Total		
		de détail	mondiaux	et autres	CIBC		
		CIBC	CIBC				
31 janv. 2006	Total des revenus	2 059	\$ 679	\$ 111	\$ 2 849	\$	
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	46	-	46		
	Revenue (BIE)	2 059	\$ 725	\$ 111	\$ 2 895	\$	
	Bénéfice net	438	\$ 128	\$ 14	\$ 580	\$	
	Moins : montant au titre du capital économique	126	64	5	195		
	Bénéfice économique	312	\$ 64	\$ 9	\$ 385	\$	
	Coefficient d'efficacité	60,0	% 78,3	% négl.	65,6	%	
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	4,9	négl.	1,1		
	Coefficient d'efficacité (BIE)	60,0	% 73,4	% négl.	64,5	%	
<hr/>							
31 oct. 2005	Total des revenus	2 060	\$ 964	\$ 399	\$ 3 423	\$	
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	50	-	50		
	Revenus (BIE)	2 060	\$ 1 014	\$ 399	\$ 3 473	\$	
	Bénéfice net	350	\$ 328	\$ 50	\$ 728	\$	
	Moins : montant au titre du capital économique	123	65	4	192		
	Bénéfice économique	227	\$ 263	\$ 46	\$ 536	\$	
	Coefficient d'efficacité	64,1	% 61,3	% négl.	60,1	%	
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	3,1	négl.	0,9		
	Coefficient d'efficacité (BIE)	64,1	% 58,2	% négl.	59,2	%	
<hr/>							
31 janv. 2005	Total des revenus	2 108	\$ 749	\$ 222	\$ 3 079	\$	
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	41	-	41		
	Revenus (BIE)	2 108	\$ 790	\$ 222	\$ 3 120	\$	
	Bénéfice net	478	\$ 173	\$ 56	\$ 707	\$	
	Moins : montant au titre du capital économique	120	65	6	191		
	Bénéfice économique	358	\$ 108	\$ 50	\$ 516	\$	
	Coefficient d'efficacité	59,0	% 72,7	% négl.	61,7	%	
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	3,8	négl.	0,8		
	Coefficient d'efficacité (BIE)	59,0	% 68,9	% négl.	60,9	%	

négl. - négligeable

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue des états des résultats consolidés

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Revenu net d'intérêts	1 148 \$	1 172 \$	1 322 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 701	2 251	1 757
Total des revenus	2 849	3 423	3 079
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	170	178
Frais autres que d'intérêts	1 868	2 057	1 901
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	815	1 196	1 000
Impôts sur les bénéfices	238	436	283
Part des actionnaires sans contrôle	(3)	32	10
Bénéfice net	580 \$	728 \$	707 \$

Revenus

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a baissé de 174 M\$, ou 13%, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction du revenu net d'intérêts des activités de négociation, de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit, de la réduction du revenu d'intérêts sur les valeurs du compte de placement et de la réduction des activités de trésorerie. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par la hausse des volumes et des marges favorables dans les dépôts.

Le revenu net d'intérêts a diminué de 24 M\$, ou 2%, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la réduction du revenu net d'intérêts des activités de négociation et de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par la baisse des frais d'intérêts liée aux nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis et la croissance des volumes et des marges favorables dans les dépôts.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêt a diminué de 56 M\$, ou 3 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait les gains à la vente de Juniper, de Republic Bank et d'ACE. La hausse des revenus de négociation et de titrisation a été en partie contrebalancée par la réduction des revenus de commission de prise ferme et des honoraires de consultation.

Le revenu autre que d'intérêts a chuté de 550 M\$, ou 24 %, en regard du trimestre précédent, qui comprenait des revenus de change de 301 M\$ découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos entreprises étrangères et des gains de 294 M\$ liés à GPI et à Shoppers.

La hausse des revenus des commissions de prise ferme et des honoraires de consultation a été en partie

contrebalancée par des gains moins élevés pour les Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur (autre que les gains liés à GPI et à Shoppers susmentionnés).

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 M\$, ou 7 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur les cartes de crédit et les reprises de prêts dans le secteur agricole, neutralisées en partie par une hausse des pertes sur prêts aux particuliers.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 4 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des pertes sur prêts aux particuliers et des reprises sur les prêts aux entreprises et du secteur agricole. Le trimestre précédent comprenait une reprise de 50 M\$ de la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 33 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée aux revenus et des honoraires professionnels, contrebalancée en partie par la hausse de la charge de retraite.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 189 M\$, ou 9 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des indemnités de cessation d'emploi et des charges de projet, des honoraires professionnels et des frais de publicité. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la hausse de la rémunération liée aux revenus.

Impôts sur les bénéfices

La baisse de 45 M\$, ou 16 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique surtout par la réduction des bénéfices.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 198 M\$, ou 45 %, en regard du trimestre précédent. Le trimestre précédent comprenait une charge d'impôts de 375 M\$ liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères, neutralisée en partie par la constatation d'un actif d'impôts futurs de 67 M\$ découlant de pertes de change comptabilisées en 2004 et d'une reprise de 59 M\$ d'une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs liés à nos activités aux États-Unis. Les résultats du trimestre précédent ont également bénéficié du gain à la vente du placement dans GPI, assujéti à un taux d'imposition inférieur.

Le taux d'imposition réel de la CIBC s'est fixé à 29,2 % pour le trimestre, en comparaison de 28,3 % pour le même trimestre de 2005 et 36,5 % pour le trimestre précédent.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs américains atteignait 304 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 121 M\$. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la

totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Pour de plus amples renseignements, voir la page 47 de la Reddition de comptes annuelle 2005. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des revenus dans les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées.

La part des actionnaires sans contrôle a reculé de 35 M\$ par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la baisse des revenus tirés des EDDV consolidées et l'acquisition de la part restante des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc. le 1^{er} novembre 2005

Revue du bilan consolidé

BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005
Non vérifié, en millions de dollars, au		
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	10 298 \$	11 852 \$
Valeurs mobilières	78 955	67 764
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21 699	18 514
Prêts	139 236	141 783
Instruments dérivés à la valeur marchande	19 378	20 309
Autres actifs	19 340	20 148
Total des actifs	288 906 \$	280 370 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	193 666 \$	192 734 \$
Instruments dérivés à la valeur marchande	20 070	20 128
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	39 170	29 208
Autres passifs	18 870	21 121
Titres secondaires	4 825	5 102
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Part des actionnaires sans contrôle	669	746
Capitaux propres	11 036	10 731
Total des passifs et des capitaux propres	288 906 \$	280 370 \$

Actifs

Au 31 janvier 2006, l'actif totalisait 288,9 G\$, en hausse de 8,5 G\$, ou 3 %, en regard du 31 octobre 2005.

Les valeurs du compte de négociation ont augmenté de 7,1 G\$ en raison des activités normales de négociation, et les valeurs du compte de placement ont augmenté de 4,1 G\$ en raison des activités normales de trésorerie.

La hausse des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement la recrudescence des activités normales de nos clients.

La baisse des prêts a surtout découlé de la titrisation des prêts hypothécaires et des prêts sur cartes de crédit au Canada et d'une opération de financement immobilier aux

États-Unis, contrebalancées en partie par la croissance des volumes.

La diminution de l'encaisse et des dépôts auprès d'autres banques reflète les activités normales de financement de la trésorerie.

Passifs

Au 31 janvier 2006, le passif totalisait 277,9 G\$, en hausse de 8,2 G\$, ou 3 %, en regard du 31 octobre 2005.

La hausse des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat représente les activités normales de négociation axées sur les clients.

La croissance des dépôts s'est fait surtout sentir dans les dépôts bancaires découlant des activités normales des clients.

Les autres passifs ont diminué principalement en raison d'un paiement de 1,2 G\$ se rapportant au règlement d'affaires judiciaires liées à Enron.

Capitaux propres

Au 31 janvier 2006, les capitaux propres s'élevaient à 11,0 G\$, en hausse de 0,3 G\$, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2005, surtout en raison de l'accroissement des bénéfices non répartis.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à des actions judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Enron

En 2005, la CIBC a réglé les deux principales affaires judiciaires liées à Enron auxquelles elle était partie, soit *Newby, et al. v. Enron Corp., et al.*, sous réserve de l'approbation du tribunal, et la poursuite en faillite appelée Megaclaims. Comme l'économie fiscale réalisée sur les montants des règlements reste en bout de ligne fortement incertaine, nous avons constaté les économies d'impôt minimales attendues.

La CIBC est défenderesse à un certain nombre d'autres actions liées à Enron. En 2005, nous avons inscrit une provision afin de hausser notre passif pour les règlements et pour constituer une provision en vue des autres dossiers Enron, dont nous évaluons régulièrement le caractère adéquat.

Compte tenu de ce qui précède, la présentation d'autres informations sur ces questions liées à Enron n'est plus envisagée.

Fonds de couverture

En 2005, la CIBC a conclu des règlements avec la Securities and Exchange Commission des États-Unis et le bureau du procureur général de l'État de New York concernant des questions se rapportant à des opérations de la CIBC avec certains fonds de couverture ayant participé à des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement. Par ailleurs, deux filiales de la CIBC et un ancien employé ont été désignés comme défendeurs dans un certain nombre de jonctions de recours collectifs concernant des opérations d'anticipation du marché des fonds communs de placement, présentés conjointement devant la Cour de District des États-Unis du District de Maryland. En 2005, le tribunal a rejeté la majorité des recours. Le tribunal n'a pas encore rendu sa décision quant à la demande de la CIBC à faire rejeter les deux autres recours.

Compte tenu de ce qui précède, la présentation d'autres informations sur ces questions liées aux fonds de couverture n'est plus envisagée.

INTRIA Items Inc.

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons acquis la part des actionnaires sans contrôle que Fiserv Solutions of Canada Inc. détenait dans INTRIA Items Inc. Cette dernière est désormais une filiale en propriété exclusive, présentée dans Siège social et autres.

L'acquisition n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Baux adossés

Avant 2004, nous avons été partie à divers placements de crédit-bail structuré aux États-Unis, comptabilisés dans les états financiers consolidés comme des baux adossés selon la directive contenue dans le U.S. Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) 13, «Accounting for Leases», comme le prévoit le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), «Baux adossés». Cette directive prévoit que la totalité du revenu sur la durée d'un bail soit imputée aux résultats de façon proportionnelle sur les années pendant lesquelles le placement net dans un bail est positif. Le placement net se fonde sur les flux de trésorerie nets liés au bail, y compris ceux liés aux impôts et taxes.

L'Internal Revenue Service (IRS) des États-Unis a contesté la position fiscale adoptée pour ces opérations. Nous croyons que la position fiscale adoptée pour ces opérations était appropriée, selon la législation, la réglementation et la jurisprudence en vigueur au moment des opérations en question. Nous avons continué à tenter d'en arriver à un règlement négocié avec l'IRS concernant les rajustements fiscaux qu'elle avait proposés pour ces opérations. Toutefois, même si nous croyons toujours possible un règlement, les négociations ne sont pas encore conclues et la question pourrait faire l'objet d'un litige. Nous avons comptabilisé une provision pour les frais d'intérêts qui devraient découler d'un règlement. Des rajustements fiscaux pourraient donner lieu à un paiement insuffisant des impôts sur les bénéfices des exercices précédents et à des frais d'intérêts connexes.

En vertu des directives contenues dans le SFAS 13, les changements d'estimations ou d'hypothèses ne visant pas le revenu net total estimatif découlant d'un bail ne modifieront en rien le moment de la constatation du revenu. Toutefois, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié un projet de prise de position, le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-a, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie la comptabilisation des baux adossés. Le FSP exige qu'un changement du moment de la réalisation de l'économie d'impôts entraîne un nouveau calcul du moment de la constatation du revenu découlant du bail. Nous estimons à l'heure actuelle que cette modification pourrait entraîner une imputation avant impôts de 100 M\$ à 125 M\$ aux bénéfices non répartis d'ouverture. Un montant se rapprochant de cette imputation serait alors comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux. Le FASB a tenu une réunion les 18 janvier 2006 et 15 février 2006 afin de traiter les nombreuses questions soulevées pendant la période d'appel de commentaires. La FSP définitive devrait être émise au cours du premier trimestre de l'année civile 2006 et devrait entrer en vigueur pour la première période annuelle commençant après le 15 décembre 2006. La CIBC évaluera les options de mise en œuvre possibles, y compris l'évaluation d'une adoption précoce, si permise, une fois que la SFP définitive aura été émise.

Revue de l'information financière trimestrielle

	2006				2005			2004
en millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 059 \$	2 060 \$	2 021 \$	1 971 \$	2 108 \$	1 939 \$	1 934 \$	1 890 \$
Marchés mondiaux CIBC	679	964	929	742	749	791	836	1 012
Siège social et autres	111	399	201	107	222	171	136	125
Total des revenus	2 849	3 423	3 151	2 820	3 079	2 901	2 906	3 027
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	170	199	159	178	175	91	207
Frais autres que d'intérêts	1 868	2 057	4 850	2 032	1 901	2 266	1 968	2 074
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et								
part des actionnaires sans contrôle	815	1 196	(1 898)	629	1 000	460	847	746
Impôts sur les bénéfices	238	436	(106)	176	283	46	250	238
Part des actionnaires sans contrôle	(3)	32	115	13	10	12	1	1
Bénéfice net (perte nette)	580 \$	728 \$	(1 907) \$	440 \$	707 \$	402 \$	596 \$	507 \$
Par action - bénéfice (perte) de base	1,64 \$	2,08 \$	(5,77) \$	1,21 \$	1,96 \$	1,08 \$	1,62 \$	1,35 \$
- bénéfice (perte) dilué ¹	1,62 \$	2,06 \$	(5,77) \$	1,20 \$	1,94 \$	1,06 \$	1,60 \$	1,33 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice (la perte) dilué(e) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué(e) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte généralement moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution des bénéfices. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre) les niveaux d'activités sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

Revenus

Les revenus de Marchés de détail CIBC se sont accrus de façon continue au cours des huit derniers trimestres. La croissance des volumes des dépôts, des prêts, des cartes de crédit et des prêts hypothécaires, résultant de la faiblesse continue des taux d'intérêts, et la croissance des volumes de courtage au détail et l'augmentation des actifs à honoraires et des actifs sous gestion sont des facteurs qui ont contribué à cette croissance. Les revenus ont été particulièrement élevés au premier trimestre de 2005 parce qu'il comprenait les gains à la vente de Republic Bank et d'ACE.

Les revenus de Marchés mondiaux CIBC sont grandement tributaires de la conjoncture des marchés financiers et des possibilités de dessaisissements pour les Services de banque d'affaires. Les revenus du deuxième trimestre de 2004 ont reflété une hausse des revenus des services bancaires d'investissement et des produits de crédit résultant des gains sur les ventes de prêts du portefeuille des prêts destinés à la vente. La hausse des gains de Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, a contribué à l'augmentation des revenus au cours des troisième et quatrième trimestres de 2005.

Les revenus de Siège social et autres subissent l'incidence des éléments importants non compris dans les autres secteurs d'activité. Les revenus ont augmenté au premier trimestre de 2005 en raison du gain à la vente de

Juniper, au troisième trimestre de 2005 en raison d'un accroissement des revenus dans une EDDV consolidée et au quatrième trimestre de 2005 en raison des revenus de change découlant du rapatriement de capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et du rendement du crédit dans le portefeuille de prêts. Les pertes sur prêts à la consommation sont demeurées plus ou moins stables pendant la période, et les radiations plus élevées du crédit personnel non garanti ont été en partie contrebalancées par la titrisation sur créances de cartes de crédit. Les recouvrements et les reprises du siège social ont diminué après avoir atteint un sommet au cours du troisième trimestre de 2004. Les troisième et quatrième trimestres de 2004 comprenaient des reprises de la provision générale pour pertes sur créances, et le quatrième trimestre de 2004 comprenait également une reprise de la provision générale pour pertes sur créances du portefeuille de prêts étudiants.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont été relativement stables au cours des huit derniers trimestres, à l'exception du troisième trimestre de 2005 et du quatrième trimestre de 2004, qui comprenaient des provisions pour les affaires judiciaires liées à Enron. Le quatrième trimestre de 2005 comprenait également des indemnités de cessation d'emploi plus élevées. Les charges de projet ont diminué au cours du premier trimestre de 2006.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices varient selon les changements dans les bénéfices imposables et peuvent également subir l'incidence des éléments importants. Les impôts sur les bénéfices ont diminué au quatrième trimestre de 2004 en raison d'un recouvrement associé à la résolution de diverses vérifications fiscales. L'économie d'impôts au

troisième trimestre de 2005 a découlé de la perte pour le trimestre. L'augmentation au quatrième trimestre de 2005 a résulté principalement de la charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères.

Part des actionnaires sans contrôle

Depuis le premier trimestre de 2005, la part des actionnaires sans contrôle comprend la consolidation des

EDDV. La part des actionnaires sans contrôle a augmenté au troisième trimestre de 2005 en raison des revenus accrus des EDDV consolidées. La part des actionnaires sans contrôle a reculé au premier trimestre de 2006, ce qui s'explique surtout par la baisse des revenus tirés des EDDV consolidées et l'acquisition de la part restante des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc.

Marchés de détail CIBC

Marchés de détail CIBC fournit une gamme complète de produits et de services financiers aux particuliers et à la PME, principalement au Canada. Nous servons les clients au moyen de divers canaux de distribution, incluant notamment le réseau de centres bancaires, les services bancaires téléphoniques, les services bancaires en direct, le courtage de plein exercice, le courtage autogéré et les GAB, ainsi que les Services financiers le Choix du Président, coentreprise avec Les Compagnies Loblaw Limitée. Nous fournissons également des services de gestion de placements à des clients du détail et à des clients institutionnels par l'entremise de Gestion d'actifs CIBC.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Revenus			
Services bancaires personnels et à la PME	510 \$	618 \$	615 \$
Service Impérial	229	236	227
Courtage de détail	292	296	277
Cartes	347	364	383
Prêts hypothécaires et crédit personnel	413	286	276
Gestion d'actifs	92	92	96
Divers	176	168	234
Total des revenus	2 059	2 060	2 108
Dotation à la provision pour pertes sur créances	180	224	194
Frais autres que d'intérêts	1 236	1 320	1 245
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	643	516	669
Impôts sur les bénéfices	205	166	191
Bénéfice net	438 \$	350 \$	478 \$
Coefficient d'efficacité	60,0 %	64,1 %	59,0 %
Rendement des capitaux propres^{1,2}	45,7 %	38,2 %	50,4 %
Bénéfice économique^{1,2}	312 \$	227 \$	358 \$

1) Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le fléchissement du bénéfice net de 40 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui incluait le gain après impôts de 85 M\$ à la vente de Republic Bank et le gain après impôts de 22 M\$ à la vente d'ACE. Les résultats du trimestre considéré ont bénéficié de la hausse du revenu tiré des frais, de la croissance des volumes à l'échelle de tous les secteurs d'activité et de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Le bénéfice net s'est accru de 88 M\$, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la

diminution des frais autres que d'intérêts et des pertes sur prêts.

Revenus

Les revenus ont diminué de 49 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Services bancaires personnels et à la PME ont fléchi de 105 M\$, surtout en raison de la réduction des commissions tirées des prêts hypothécaires et du crédit personnel, qui découle surtout de la réduction des taux de commission internes, neutralisée en partie par la croissance des volumes de dépôts.

Les revenus du Service Impérial ont augmenté de 2 M\$ surtout grâce à la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement et des marges sur dépôts favorables, en partie compensées par l'incidence de la baisse des commissions tirées des prêts hypothécaires et du crédit personnel, déjà mentionnée.

L'augmentation de 15 M\$ des revenus du Courtage de détail s'explique surtout par la montée des revenus d'honoraires et des activités de négociation, neutralisée en partie par la réduction des nouvelles émissions.

Une diminution de 36 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Cartes en comparaison au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui incluait le gain à la vente d'ACE. La croissance des revenus engendrée par la croissance des volumes et la hausse des revenus tirés des frais a été en partie neutralisée par l'incidence de l'accroissement des créances titrisées.

Les revenus au segment Prêts hypothécaires et crédit personnel se sont accrus de 137 M\$, surtout en raison de la diminution des commissions versées à Services bancaires personnels et à la PME et à Service Impérial, ce qui s'explique principalement par la réduction des taux de commission internes, la hausse des revenus tirés des frais et la croissance des volumes, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges.

Une diminution de 58 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Divers en comparaison au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui incluait le gain à la vente de Republic Bank. Cette diminution a été en partie neutralisée par la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont diminué de 1 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus des Services bancaires personnels et à la PME ont fléchi de 108 M\$, principalement en raison de la baisse des commissions reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par des marges favorables et la croissance des volumes de dépôts.

Les revenus du Service Impérial ont baissé de 7 M\$, surtout en raison de la baisse des commissions reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement et des marges favorables.

La diminution de 4 M\$ des revenus du Courtage de détail s'explique surtout par la réduction des nouvelles émissions et des activités de négociation, neutralisée en partie par la montée des revenus d'honoraires.

Le fléchissement de 17 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable à l'accroissement des créances titrisées, partiellement contrebalancé par la croissance des volumes et la hausse des revenus tirés des frais.

L'augmentation de 127 M\$ des revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel est essentiellement attribuable à la diminution des commissions versées, déjà mentionnée, et à la montée des revenus tirés des frais.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 14 M\$, ou 7 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique surtout par l'incidence de l'accroissement des créances titrisées du segment Cartes et des reprises de prêts dans le secteur agricole, neutralisés en partie par une hausse des pertes sur crédit personnel.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 44 M\$, ou 20 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des pertes sur crédit personnel et des reprises de prêts dans le secteur agricole.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 9 M\$, ou 1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des frais juridiques et des frais de publicité, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de soutien du siège social.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 84 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des indemnités de cessation d'emploi, des charges de projet et des frais de publicité, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de soutien du siège social.

L'effectif permanent totalisait 23 002 employés à la fin du trimestre, soit une baisse de 863 employés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et de 1083 en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la réaffectation de membres du personnel au groupe Administration, Technologie et, opérations, et des programmes de réduction de l'effectif.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 14 M\$, ou 7 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison du gain exonéré d'impôt à la vente de Republic Bank compris dans le même trimestre de l'exercice précédent.

La hausse de 39 M\$, ou 23 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions innovatrices et complètes en matière de capital aux sociétés en croissance et sommes présents sur les principaux marchés financiers mondiaux. Nous offrons des services-conseils à un large éventail de secteurs et fournissons des recherches de qualité supérieure aux entreprises, gouvernements et investisseurs institutionnels que nous servons.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Revenus (BIE) ^{1,2}			
Marchés financiers	371 \$	347 \$	359 \$
Produits bancaires d'investissement et de crédit	250	239	286
Groupe Entreprises	111	113	116
Services de banque d'affaires	12	391	23
Divers	(19)	(76)	6
Total des revenus (BIE) ^{1,2}	725	1 014	790
Rajustement selon la BIE	46	50	41
Total des revenus	679	964	749
Recouvrement de pertes sur créances	(15)	(4)	(17)
Frais autres que d'intérêts	533	590	545
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	161	378	221
Impôts sur les bénéfices	32	44	46
Part des actionnaires sans contrôle	1	6	2
Bénéfice net	128 \$	328 \$	173 \$
Coefficient d'efficacité	78,3 %	61,3 %	72,7 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ^{1,2}	73,4 %	58,2 %	68,9 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	25,6 %	69,4 %	33,1 %
Bénéfice économique ^{1,2}	64 \$	263 \$	108 \$

1) Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Aperçu financier

Le bénéfice net a fléchi de 45 M\$, ou 26 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits bancaires d'investissement et de crédit et des revenus des Services de banque d'affaires, et de la baisse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par la réduction des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net a fléchi de 200 M\$, ou 61 %, en regard du trimestre précédent, découlant principalement du recul des revenus des Services de banque d'affaires, contrebalancé en partie par la baisse des frais autres que d'intérêts, la diminution des frais d'intérêts liés aux nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis et la hausse des revenus des marchés financiers.

Revenus

Les revenus ont diminué de 70 M\$, ou 9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des marchés financiers ont augmenté de 12 M\$, en raison surtout d'une hausse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises et d'une augmentation des revenus tirés des émissions d'actions aux États-Unis, neutralisées en partie par une réduction des revenus tirés des émissions d'actions au Canada.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 36 M\$, surtout en raison de la hausse des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et de la baisse des revenus tirés d'un secteur à rendement élevé abandonné.

Le repli de 11 M\$ des revenus des Services de banque d'affaires s'explique surtout par une réduction des honoraires, des dividendes et des intérêts, contrebalancée en partie par une réduction des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 25 M\$ surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont fléchi de 285 M\$, ou 30 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus des marchés financiers ont augmenté de 24 M\$, en raison surtout de l'intensification de la négociation d'instruments de crédit, de l'augmentation des nouvelles émissions dans les marchés des titres de créance et de la hausse des revenus tirés de l'émission d'actions aux États-Unis, contrebalancées en partie par la baisse des revenus tirés des dérivés de taux d'intérêt.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont augmenté de 11 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus du financement immobilier aux États-Unis et des services bancaires d'investissement canadiens, contrebalancée en partie par la diminution des revenus des services bancaires d'investissement européens et la hausse des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus des Services de banque d'affaires ont fléchi de 379 M\$, ce qui est principalement attribuable à la baisse des gains et à l'augmentation des baisses de valeur. Le trimestre précédent comprenait des gains de 294 M\$ liés à GPI et à Shoppers.

Les revenus du segment Divers se sont accrus de 57 M\$, principalement en raison de frais d'intérêts de 53 M\$ liés aux nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis au trimestre précédent.

Recouvrement des pertes sur créances

Les recouvrements des pertes sur créances se sont accrus de 11 M\$ en regard du trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des reprises aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 12 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée aux revenus, contrebalancée en partie par la hausse des provisions légales.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 57 M\$, ou 10 %, en regard du trimestre précédent, qui comprenait une réévaluation de 23 M\$ de la charge d'impôts liée à la rémunération dans nos entreprises du Royaume-Uni et des pertes de 19 M\$ associées à la sous-location de nos locaux new-yorkais. La diminution des indemnités de cessation d'emploi et des honoraires professionnels a été en partie contrebalancée par la hausse de la rémunération liée aux revenus.

L'effectif permanent totalisait 2 293 employés à la fin du trimestre, soit une baisse de 24 employés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution au chapitre du financement à effet de levier aux États-Unis et des actions américaines. L'effectif permanent comptait 6 employés de moins qu'au trimestre précédent.

Impôts sur les bénéfices

Marchés mondiaux CIBC mène ses activités dans un certain nombre d'administrations fiscales assujetties à différents taux d'imposition. Ainsi, la charge d'impôts totale constatée pour chaque période est déterminée, en partie, selon la proportion relative des bénéfices générés dans chaque administration fiscale.

La baisse de 14 M\$, ou 30 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 12 M\$, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la réduction des bénéfices. Le trimestre précédent comprenait également un recouvrement d'impôts net de 13 M\$ relatif à la résolution de diverses vérification fiscales et éventualités.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des revenus tirés des EDDV consolidées.

Siège social et autres

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Trésorerie, Gestion du bilan et du risque – qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débentures d'Oppenheimer Holdings Inc. et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Total des revenus	111 \$	399 \$	222 \$
Provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1	(50)	1
Frais autres que d'intérêts	99	147	111
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	11	302	110
Impôts sur les bénéfices	1	226	46
Part des actionnaires sans contrôle	(4)	26	8
Bénéfice net	14 \$	50 \$	56 \$

Aperçu financier

Le bénéfice net a baissé de 42 M\$, ou 75 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le gain à la vente de Juniper au trimestre correspondant de l'exercice précédent, contrebalancé en partie par la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social.

Le bénéfice net a baissé de 36 M\$, ou 72 %, en regard du trimestre précédent à cause surtout d'une reprise 59 M\$ sur une partie de la provision pour moins-value relative à l'actif d'impôts futurs liés à nos activités aux États-Unis et d'une reprise de 50 M\$ de la provision générale pour pertes sur créances, qui étaient comprises dans le trimestre précédent. Ces baisses ont été en partie neutralisées par la réduction des coûts de soutien non répartis du siège social.

Revenus

Le total des revenus a baissé de 111 M\$, ou 50 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le gain à la vente de Juniper au trimestre correspondant de l'exercice précédent et par la baisse des revenus d'une EDDV consolidée. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par la hausse de revenus tirés des

opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Les revenus ont subi une baisse de 288 M\$, ou 72 %, en regard du trimestre précédent en raison des revenus de change de 301 M\$ découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos entreprises étrangères au cours du trimestre précédent et de la baisse des revenus d'une EDDV consolidée. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par la hausse des revenus de couverture tirés des DPVA.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 51 M\$ en regard du trimestre précédent, qui comprenait une reprise de la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 12 M\$, ou 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis du siège social et de l'incidence de la vente de Juniper, contrebalancées en partie par la hausse des frais liés aux DPVA.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 48 M\$, ou 33 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis du siège social, contrebalancée en partie par la hausse des frais liés aux DPVA.

L'effectif permanent totalisait 11 676 employés à la fin du trimestre, soit 1 078 de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 752 de plus qu'au trimestre précédent, hausse attribuable surtout à la centralisation de certaines fonctions de soutien aux opérations.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 45 M\$ en comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui incluait le gain à la vente de Juniper.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 225 M\$ par rapport au trimestre précédent, qui incluait un charge d'impôts nette de 308 M\$ découlant du rapatriement et du recouvrement d'impôts susmentionnés.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 12 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des revenus d'une EDDV consolidée.

La part des actionnaires sans contrôle a reculé de 30 M\$ par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la baisse des revenus d'une EDDV consolidée et l'acquisition de la part restante des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc. le 1^{er} novembre 2005

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 63 à 80 de la Reddition de comptes annuelle 2005.

Gestion du risque de crédit

RENDEMENT DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT		
en millions de dollars, au	31 janv. 2006	31 oct. 2005
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	427 \$	433 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	452	516
Total des prêts douteux bruts	879 \$	949 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	382 \$	381 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	265	282
Provision spécifique	647	663
Provision générale	975	975
Total de la provision pour pertes sur créances	1 622 \$	1 638 \$

Depuis le 31 octobre 2005, les prêts douteux bruts ont diminué de 70 M\$, ou 7 %. Les prêts douteux brut à la consommation ont baissé de 6 M\$, ou 1 %. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 64 M\$, ou 12 %. Trois secteurs ont contribué à la diminution : services aux entreprises (40 M\$); fabrication, biens d'équipement (18 M\$); agriculture (12 M\$). Le secteur immobilier et construction a enregistré une hausse de 12 M\$. Au cours du trimestre, les prêts douteux bruts ont

diminué de 26 M\$ au Canada, de 42 M\$ aux États-Unis et de 2 M\$ dans les autres pays.

Depuis le 31 octobre 2005, la provision pour pertes sur créances a reculé de 16 M\$, ou 1 %. La provision spécifique a diminué de 16 M\$, ou 2 %, surtout en raison d'une baisse de 18 M\$ enregistrée par les services aux entreprises dans le secteur services et détail. La provision générale est restée stable depuis la fin de l'exercice.

Pour plus de détails sur la provision pour pertes sur créances, voir la section Revue des états des résultats consolidés.

Gestion de risque de marché

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux et du risque lié aux actions, en partie contrebalancée par la baisse du risque de taux d'intérêt. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux, en partie contrebalancée par la baisse du risque lié aux actions. Les revenus tirés des activités de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 91 % des jours du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé la valeur à risque (VAR).

VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

en millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le	31 janvier 2006				31 octobre 2005				31 janvier 2005			
	À cette date		À cette date		À cette date		À cette date		À cette date		À cette date	
	Moyenne	Haut	Moyenne	Haut	Moyenne	Haut	Moyenne	Haut	Moyenne	Haut	Moyenne	Haut
Risque de taux d'intérêt	7,1 \$	3,8 \$	7,7 \$	2,6 \$	3,4 \$	3,6 \$	5,5 \$	2,2 \$	2,9 \$	4,6 \$	6,7 \$	2,9 \$
Risque d'écart de taux	4,4	4,4	6,5	3,4	2,6	2,7	3,0	2,3	2,5	2,8	4,0	2,4
Risque lié aux actions	6,0	5,9	6,9	5,0	5,1	6,3	8,1	4,8	5,5	4,9	6,4	4,2
Risque de change	0,3	0,3	0,9	0,1	0,1	0,3	1,2	0,1	0,2	0,3	0,8	0,1
Risque lié aux marchandises	1,4	1,4	2,5	0,8	1,1	1,6	2,9	1,0	1,1	1,3	2,2	0,8
Effet de diversification ¹	(9,7)	(7,6)	négl.	négl.	(6,0)	(6,8)	négl.	négl.	(5,5)	(6,2)	négl.	négl.
Risque total	9,5 \$	8,2 \$	10,0 \$	7,4 \$	6,3 \$	7,7 \$	9,6 \$	6,2 \$	6,7 \$	7,7 \$	9,3 \$	6,0 \$

1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

2) Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

1) Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR

Gestion du risque d'illiquidité

Conformément aux stratégies de réduction du risque d'illiquidité, nous continuons à obtenir du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant parmi une gamme d'échéances au moyen de divers effets de financement. Les dépôts de particuliers de base demeurent la principale source d'un financement de détail fiable du bilan. Au 31 janvier 2006, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 70,1 G\$ (69,6 G\$ au 31 octobre 2005).

Nous gérons également le risque d'illiquidité par le maintien de blocs distincts financés à terme d'actifs liquides de grande qualité non grevés. Ces actifs liquides peuvent être vendus ou donnés en garantie d'emprunts, assurant ainsi une source immédiate de liquidités. Le tableau suivant résume nos actifs liquides :

	31 janv.	31 oct.
en milliards de dollars, au	2006	2005
Encaisse	0,9 \$	0,9 \$
Dépôts auprès d'autres banques	9,4	11,0
Valeurs mobilières	63,8	54,6
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21,7	18,5
Total des actifs liquides	95,8 \$	85,0 \$

Dans le cours normal des affaires, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion des garanties, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 janvier 2006, ces actifs atteignaient 19,6 G\$ (15,2 G\$ au 31 octobre 2005).

Gestion des sources de financement

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion du capital pour le trimestre :

	31 janv.
en millions de dollars, pour les trois mois terminés le	2006
Remboursement de titres secondaires ¹	250 \$
Dividendes	
Actions privilégiées	33
Actions ordinaires	227
Émission d'actions ordinaires ²	40

- 1) Le 31 janvier 2006, en conformité avec leurs conditions, nous avons racheté nos débetures à 7,40 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 31 janvier 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus l'intérêt couru et impayé à la date de rachat.
- 2) Au cours du trimestre, nous avons émis 0,8 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 40 M\$ en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

Depuis le 31 octobre 2005, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio total des fonds propres ont augmenté, surtout grâce au capital autogénééré et à la réduction de l'actif pondéré en fonction du risque.

	31 janv.	31 oct.
en millions de dollars, au	2006	2005
Fonds propres de première catégorie	10 228 \$	9 886 \$
Total des fonds propres réglementaires	14 811	14 771
Actif pondéré en fonction du risque	113 324	116 277
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,0 %	8,5 %
Ratio du total des fonds propres	13,1 %	12,7 %
Ratio actif-fonds propres	19,0 x	18,4 x

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de l'article 79 de la Loi sur les banques, il nous est interdit de verser des dividendes au cours d'un exercice donné sans l'autorisation du BSIF si, le jour où le dividende est déclaré, le total de tous les dividendes déclarés pour l'exercice dépasse le total de notre bénéfice net depuis le début de l'exercice et de notre bénéfice net non réparti, tel que défini par le BSIF, des deux exercices antérieurs.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 30 avril 2006.

Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des EDDV, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les détails sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 81 à 83 de la Reddition de compte annuelle 2005. Pour les opérations de titrisation effectuées durant le trimestre, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés inclus dans le présent rapport. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux arrangements hors bilan au cours du trimestre.

Obligations contractuelles

Les détails sur nos obligations contractuelles figurent à la page 84 de la Reddition de compte annuelle 2005. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Conventions comptables et estimations critiques

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2005.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 85 à 89 de la Reddition de comptes annuelle 2005.

Modifications futures de conventions comptables

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures»,

1530, «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres». La CIBC mettra en application ces nouvelles normes comptables à partir du 1^{er} novembre 2006.

Ces normes offrent des lignes directrices quant à la comptabilisation, à l'évaluation et au classement des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, sont évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui devraient être évalués au coût non amorti.

Les nouvelles normes établissent également les exigences comptables en matière de couverture. Toute inefficacité en matière de couverture sera immédiatement imputée aux résultats.

Les autres éléments du résultat étendu seront inclus aux bilans consolidés sous une rubrique distincte des capitaux propres.

Les changements de valeur comptable des instruments financiers découlant de l'adoption de ces nouvelles normes seront constatés dans les bénéfices non répartis d'ouverture au cours de la période d'adoption. Nous sommes en voie d'évaluer l'incidence de l'adoption de ces normes.

Pour de plus amples détails, voir la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 janvier 2006, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 janvier 2006, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS DE LA CIBC

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trimestres terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Revenu d'intérêts			
Prêts	2 033 \$	1 949 \$	1 912 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	333	295	216
Valeurs mobilières	620	562	544
Dépôts auprès d'autres banques	87	95	72
	3 073	2 901	2 744
Frais d'intérêts			
Dépôts	1 328	1 188	981
Autres passifs	517	452	370
Titres secondaires	72	66	57
Passif au titre des actions privilégiées (note 4)	8	23	14
	1 925	1 729	1 422
Revenu net d'intérêts	1 148	1 172	1 322
Revenu autre que d'intérêts			
Commissions de prise ferme et honoraires de consultation	184	147	223
Frais sur les dépôts et les paiements	195	197	200
Commissions sur crédit	84	100	82
Honoraires d'administration des cartes	64	73	88
Honoraires de gestion de placements et de garde	106	98	97
Revenu tiré des fonds communs de placement	182	181	166
Revenu tiré des assurances	69	69	73
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	229	243	218
Revenu de négociation	262	166	157
Gains (pertes) sur valeurs du compte de placement	(14)	356	32
Revenu tiré des créances titrisées	128	114	67
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	64	364	56
Divers	148	143	298
	1 701	2 251	1 757
Total des revenus	2 849	3 423	3 079
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 1)	166	170	178
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux	1 080	1 137	1 054
Frais d'occupation	146	175	159
Matériel informatique et matériel de bureau	273	308	271
Communications	75	80	86
Publicité et expansion des affaires	47	69	65
Honoraires professionnels	44	81	68
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	31	24	31
Divers	172	183	167
	1 868	2 057	1 901
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	815	1 196	1 000
Charge d'impôts	238	436	283
	577	760	717
Part des actionnaires sans contrôle	(3)	32	10
Bénéfice net	580 \$	728 \$	707 \$
Résultat par action (en dollars) (note 6)			
- de base	1,64 \$	2,08 \$	1,96 \$
- dilué	1,62 \$	2,06 \$	1,94 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,68 \$	0,68 \$	0,65 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ

non vérifié, en millions de dollars, au	31 janv. 2006	31 oct. 2005
ACTIFS		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 235 \$	1 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	9 063	10 542
Valeurs mobilières		
Compte de placement	18 416	14 342
Compte de négociation	60 539	53 422
	78 955	67 764
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21 699	18 514
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	76 663	77 216
Particuliers	27 679	28 198
Cartes de crédit	6 483	6 655
Entreprises et gouvernements	30 031	31 350
Provision pour pertes sur créances (note 1)	(1 620)	(1 636)
	139 236	141 783
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	19 378	20 309
Engagements de clients en vertu d'acceptations	5 543	5 119
Terrains, bâtiments et matériel	2 088	2 136
Écart d'acquisition	982	946
Autres actifs incorporels	213	199
Autres actifs	10 514	11 748
	38 718	40 457
	288 906 \$	280 370 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	74 090 \$	73 790 \$
Entreprises et gouvernements	108 372	108 409
Banques	11 204	10 535
	193 666	192 734
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	20 070	20 128
Acceptations	5 543	5 119
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	15 211	14 883
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	23 959	14 325
Autres passifs	13 327	16 002
	78 110	70 457
Titres secondaires (note 3)	4 825	5 102
Passif au titre des actions privilégiées (note 4)	600	600
Part des actionnaires sans contrôle	669	746
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 4)	2 381	2 381
Actions ordinaires (note 4)	2 987	2 952
Surplus d'apport	56	58
Écart de conversion	(375)	(327)
Bénéfices non répartis	5 987	5 667
	11 036	10 731
	288 906 \$	280 370 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trimestres terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Actions privilégiées (note 4)			
Solde au début de la période	2 381 \$	2 381 \$	1 783 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	293
Conversion d'actions privilégiées	-	-	(118)
Solde à la fin de la période	2 381 \$	2 381 \$	1 958 \$
Actions ordinaires (note 4)			
Solde au début de la période	2 952 \$	2 937 \$	2 969 \$
Émission d'actions ordinaires	40	12	35
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(62)
Actions de trésorerie ¹	(5)	3	7
Solde à la fin de la période	2 987 \$	2 952 \$	2 949 \$
Surplus d'apport			
Solde au début de la période	58 \$	58 \$	59 \$
Charge au titre des options sur actions	1	2	2
Options sur actions exercées	(3)	(2)	(3)
Prime nette sur les actions de trésorerie	-	-	1
Solde à la fin de la période	56 \$	58 \$	59 \$
Écart de conversion			
Solde au début de la période	(327) \$	(350) \$	(376) \$
Gains (pertes) de change découlant de placements dans les filiales et autres	(546)	611	287
Gains (pertes) de change découlant d'opérations de couverture	746	(681)	(379)
Charge (économie) d'impôts	(248)	93	141
Solde à la fin de la période	(375) \$	(327) \$	(327) \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 667 \$	5 200 \$	7 745 \$
Rajustement pour modification de convention comptable	-	-	10 ²
Solde au début de la période, après retraitement	5 667	5 200	7 755
Bénéfice net	580	728	707
Dividendes			
Privilégiés	(33)	(33)	(28)
Ordinaires	(227)	(227)	(226)
Prime de rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(444)
Divers	-	(1)	-
Solde à la fin de la période	5 987 \$	5 667 \$	7 764 \$
Capitaux propres à la fin de la période	11 036 \$	10 731 \$	12 403 \$

1) Les actifs et les passifs sous forme d'actions ordinaires de la CIBC totalisant environ 604 M\$ au 31 janvier 2006 (312 M\$ au 31 octobre 2005 et 612 M\$ au 31 janvier 2005), détenus par certaines fiducies de rémunération, ont été contrebalancés au moyen d'actions de trésorerie.

2) Représente l'incidence de la mise en œuvre en 2005 de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 («NOC-15») de l'Institut canadien des Comptables Agréés («ICCA»), intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables»

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trimestres terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Flux de trésorerie d'exploitation			
Bénéfice net	580 \$	728 \$	707 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	170	178
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	54	54	54
Amortissement des actifs incorporels	7	3	3
Rémunération à base d'actions	15	(13)	(10)
Impôts futurs	77	359	103
Pertes (gains) sur valeurs du compte de placement	14	(356)	(32)
Gains sur dessaisissements	-	-	(115)
Gains à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	(1)	-
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
Intérêts courus à recevoir	17	(45)	62
Intérêts courus à payer	13	121	(15)
Montants à recevoir sur contrats dérivés	931	1 230	870
Montants à payer sur contrats dérivés	(58)	(2 022)	(1 636)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(7 117)	6 283	(1 768)
Impôts exigibles	53	147	(79)
Divers, montant net	(1 890)	(2 470)	(904)
	(7 138)	4 188	(2 582)
Flux de trésorerie de financement			
Dépôts, déduction faite des retraits	932	(4 409)	2 724
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	328	(1 294)	3 162
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	9 634	(2 618)	(228)
Émission de titres secondaires	-	1 300	-
Remboursement/rachat de titres secondaires	(250)	(24)	-
Rachat du passif au titre des actions privilégiées	-	(445)	-
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des conversions	-	-	175 ¹
Émission d'actions ordinaires	40	12	35
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(506)
Produit net tirés des actions de trésorerie (achetées)/vendues	(5)	3	7
Dividendes	(260)	(260)	(254)
Divers, montant net	150	155	231
	10 569	(7 580)	5 346
Flux de trésorerie d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 479	1 834	(123)
Prêts, déduction faite des remboursements	355	(2 986)	(3 152)
Produit des titrisations	2 026	3 174	2 743
Achat de valeurs du compte de placement	(6 011)	(3 248)	(2 401)
Produit de la vente de valeurs du compte de placement	1 282	1 709	2 787
Produit à l'échéance de valeurs du compte de placement	641	793	268
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	(3 185)	2 061	(3 259)
Produit de dessaisissements	-	-	347
Encaisse nette affectée à l'acquisition d'une filiale ²	(75)	-	-
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(6)	(49)	(89)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	4	1
	(3 494)	3 292	(2 878)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques			
	(12)	(7)	7
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période			
	(75)	(107)	(107)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période			
	1 310	1 417	1 374
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période			
	1 235 \$	1 310 \$	1 267 \$
Intérêts versés au comptant	1 912 \$	1 608 \$	1 437 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au comptant	108 \$	(70) \$	259 \$

1) Comprend l'émission d'actions privilégiées de catégorie A, série 29 totalisant 293 M\$ (soit la conversion d'action privilégiées de catégorie A, série 28 de 118 M\$ et 175 M\$ au comptant à l'exercice de bons de souscription de série 29).

2) Le 1^{er} novembre 2005, la CIBC a acquis la part des actionnaires sans contrôle restante dans INTRIA Items Inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉ)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la «CIBC») ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels, et par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, figurant aux pages 98 à 151 de la Reddition de comptes annuelle 2005. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

1. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, pour les trimestres terminés le	31 janvier 2006			31 octobre 2005			31 janvier 2005		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	663 \$	975 \$	1 638 \$	690 \$	1 025 \$	1 715 \$	803 \$	1 025 \$	1 828 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	166	-	166	220	(50)	170	178	-	178
Radiations	(208)	-	(208)	(279)	-	(279)	(235)	-	(235)
Recouvrements	23	-	23	33	-	33	37	-	37
Change et autres rajustements	3	-	3	(1)	-	(1)	(10)	-	(10)
Solde à la fin de la période	647 \$	975 \$	1 622 \$	663 \$	975 \$	1 638 \$	773 \$	1 025 \$	1 798 \$
Compte tenu des :									
Prêts	645 \$	975 \$	1 620 \$	661 \$	975 \$	1 636 \$	771 \$	1 025 \$	1 796 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	2	-	2	2	-	2

1) La provision sur lettres de crédit est comprise dans les autres passifs.

2. Titrisations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation à taux fixe et à taux variable par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. À la vente de ces titres, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de

l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus. Aucune perte sur créances n'est prévue, car les prêts hypothécaires sont garantis. Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente :

En millions de dollars	Pour les trimestres terminés le		
	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 janv. 2005
Titrisés	2 785 \$	3 493 \$	2 841 \$
Vendus	1 765	1 675	2 758
Produit net au comptant	1 754	1 667	2 743
Droits conservés ¹	31	30	70
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	8	12	- ⁽²⁾
Hypothèses sur les droits conservés			
Taux de remboursement anticipé (annuellement)	12,0 - 39,0 %	12,0 - 39,0 %	12,0 - 39,0 %
Taux d'actualisation	3,5 - 4,2 %	3,0 - 3,7 %	2,6 - 4,2 %
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.	s.o.

1) Figurent comme valeurs du compte de placement dans le bilan consolidé.

2) Négligeable.

s.o. Sans objet puisque ces prêts hypothécaires sont garantis.

Cartes de crédit

Nous titrisons des créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une fiducie qui émet des valeurs mobilières. Nous conservons les relations avec la clientèle pour les obligations d'administration des créances titrisées de cartes

de crédit et nous constatons un revenu lorsque les services d'administration sont rendus. Le tableau suivant résume notre activité de titrisation. Il n'y a eu aucune titrisation au cours du premier trimestre de 2005.

En millions de dollars	Pour les trimestres terminés le	
	31 janv. 2006	31 oct. 2005
Titrisées et vendues	272 \$	1 507 \$ ¹
Produit net au comptant	272	1 507 ¹
Droits conservés ²	23	125
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	1	11
Hypothèses sur les droits conservés :		
Taux de remboursement anticipé (mensuel)	43,5 %	43,9 %
Taux d'actualisation	9,0 %	9,0 %
Pertes sur créances prévues	3,6 %	3,7 %

- 1) Déduction faite de 210 M\$ liés à la liquidation progressive d'une titrisation préalable.
2) Figurent comme valeurs du compte de placement dans le bilan consolidé.

3. Titres secondaires

Le 31 janvier 2006, en conformité avec leurs conditions, nous avons racheté nos débentures à 7,40 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 31 janvier 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus l'intérêt couru et impayé à la date de rachat.

4. Passif au titre des actions privilégiées et capital-actions

ACTIONS EN CIRCULATION	31 janvier 2006		31 octobre 2005	
	Actions en circulation		Actions en circulation	
Au	Nombre d'actions	En millions de dollars	Nombre d'actions	En millions de dollars
Actions privilégiées de catégorie A¹				
<u>Classées à titre de passif</u>				
Série 19	8 000 000	200 \$	8 000 000	200 \$
Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400
Total		600 \$		600 \$
<u>Classées à titre de capitaux propres</u>				
Série 18	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Série 24	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 25	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 26	10 000 000	250	10 000 000	250
Série 27	12 000 000	300	12 000 000	300
Série 28 ²	5 658	- ³	17 658	- ³
Série 29	13 232 342	331	13 232 342	331
Série 30	16 000 000	400	16 000 000	400
Total		2 381 \$		2 381 \$
Actions ordinaires	334 785 633	2 987 \$	334 007 626	2 952 \$
Options sur actions en cours	10 468 654		10 992 741	

- 1) Les droits et privilèges rattachés aux actions privilégiées de catégorie A ainsi que les restrictions sur le versement de dividendes sont décrits à la note 14 afférente aux états financiers consolidés de 2005.
2) Le 25 novembre 2005, nous avons annoncé notre offre publique de rachat aux fins d'annulation de toutes les actions privilégiées de catégorie A, série 28 en circulation à un prix de 10 \$ l'action. Cette offre est valable pour une période d'au moins un an et vient à échéance à la première éventualité entre le 17 juin 2009 et la date du retrait de l'offre par la CIBC. Au cours du trimestre, nous avons racheté 12 000 actions en vertu de la présente offre.
3) Attribuable à l'arrondissement.

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,8 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 40 M\$ en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de l'article 79 de la *Loi sur les banques*, il nous est interdit de verser des dividendes au cours d'un exercice donné sans l'autorisation du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), Canada si, le jour où le dividende est déclaré, le total de tous les dividendes

déclarés pour l'exercice dépasse le total de notre bénéfice net depuis le début de l'exercice et de notre bénéfice net non réparti, tel qu'il est défini par le BSIF, des deux exercices antérieurs.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 30 avril 2006.

5. Charge au titre des avantages sociaux futurs

La charge au titre des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs est comptabilisée comme suit:

En millions de dollars, pour les trimestres terminés le	31 janv. 2006		31 oct. 2005		31 janv. 2005	
Charge au titre des régimes à prestations déterminées						
Régimes de retraite	50	\$	48	\$	37	\$
Autres régimes d'avantages sociaux	19		14		17	
	69	\$	62	\$	54	\$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées						
Régimes de retraite de la CIBC	3	\$	2	\$	4	\$
Régimes de retraite gouvernementaux	21		12		22	
	24	\$	14	\$	26	\$

6. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trimestres terminés le					
	31 janv. 2006		31 oct. 2005		31 janv. 2005	
Résultat de base par action						
Bénéfice net	580	\$	728	\$	707	\$
Dividendes sur actions privilégiées	(33)		(33)		(28)	
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	547	\$	695	\$	679	\$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	334 357		333 876		346 269	
Résultat de base par action	1,64	\$	2,08	\$	1,96	\$
Résultat dilué par action						
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	547	\$	695	\$	679	\$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	334 357		333 876		346 269	
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	3 347		3 189		3 932	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	337 704		337 065		350 201	
Résultat dilué par action	1,62	\$	2,06	\$	1,94	\$

1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 714 008 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 73,05 \$ et du nombre moyen de 452 562 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 73,10 \$, respectivement, pour les trimestres terminés les 31 octobre 2005 et 31 janvier 2005, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC. En outre, ne tient pas compte du nombre moyen de 225 555 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,60 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, car ces options sont fondées sur le rendement et les critères d'acquisition de ces options n'ont pas été respectés.

2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

7. Informations sectorielles

La CIBC est organisée en deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de

l'entreprise, Finance et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

RÉSULTATS SECTORIELS

En millions de dollars, pour les trimestres terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 janv. 2006	Revenu net d'intérêts	1 124	\$ (24)	\$ 48	\$ 1 148
	Revenu autre que d'intérêts	991	646	64	1 701
	Revenu intersectoriel¹	(56)	57	(1)	-
	Total des revenus	2 059	679	111	2 849
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	180	(15)	1	166
	Amortissement²	22	5	34	61
	Frais autres que d'intérêts	1 214	528	65	1 807
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	643	161	11	815
	Impôts sur les bénéfices	205	32	1	238
	Part des actionnaires sans contrôle	-	1	(4)	(3)
	Bénéfice net	438	\$ 128	\$ 14	\$ 580
	Actif moyen³	184 548	\$ 100 490	\$ 641	\$ 285 679
31 oct. 2005	Revenu net d'intérêts	1 131	\$ 6	\$ 35	\$ 1 172
	Revenu autre que d'intérêts	984	901	366	2 251
	Revenu intersectoriel ¹	(55)	57	(2)	-
	Total des revenus	2 060	964	399	3 423
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	224	(4)	(50)	170
	Amortissement ²	23	5	30	58
	Frais autres que d'intérêts	1 297	585	117	1 999
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	516	378	302	1 196
	Impôts sur les bénéfices	166	44	226	436
	Part des actionnaires sans contrôle	-	6	26	32
	Bénéfice net	350	\$ 328	\$ 50	\$ 728
	Actif moyen ³	184 436	\$ 102 007	\$ 676	\$ 287 119
31 janv. 2005	Revenu net d'intérêts	1 128	\$ 137	\$ 57	\$ 1 322
	Revenu autre que d'intérêts	1 036	556	165	1 757
	Revenu intersectoriel ¹	(56)	56	-	-
	Total des revenus	2 108	749	222	3 079
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	194	(17)	1	178
	Amortissement ²	23	6	28	57
	Frais autres que d'intérêts	1 222	539	83	1 844
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	669	221	110	1 000
	Impôts sur les bénéfices	191	46	46	283
	Part des actionnaires sans contrôle	-	2	8	10
	Bénéfice net	478	\$ 173	\$ 56	\$ 707
	Actif moyen ³	184 014	\$ 103 745	\$ 529	\$ 288 288

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et parce que c'est la mesure examinée par la direction. L'actif moyen de Juniper (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débetures d'Oppenheimer Holdings Inc. et d'autres actifs moyens non directement attribuables à des secteurs d'activité donnés ne sont pas affectés aux secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, nous avons réuni les groupes fonctionnels Administration et Technologie et opérations et nous avons nommé le nouveau groupe «Administration, Technologie et opérations». Nous avons également transféré certaines fonctions administratives de ce groupe au nouveau groupe fonctionnel Conformité, Affaires juridiques et réglementation.

8. Modifications futures de conventions comptables

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures», 1530, «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres». La CIBC mettra en application ces nouvelles normes comptables à partir du 1^{er} novembre 2006. Ces normes favoriseront l'harmonisation avec les normes comptables américaines et internationales.

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de négociation, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui devraient être évalués au coût après amortissement.

Les changements de la juste valeur des valeurs détenues à des fins de négociation continueront d'être portés aux résultats, alors que les changements de juste valeur des valeurs disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à la sortie de l'actif financier ou jusqu'à sa dépréciation.

De la même façon, les normes exigent que tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur quand ils sont détenus à des fins de négociation ou s'ils sont des dérivés. Les autres passifs financiers devraient être évalués au coût.

Les normes permettent à une entité de désigner un instrument financier, à sa constatation initiale, comme un instrument qu'elle évaluera à sa juste valeur, les gains et les pertes étant constatés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les dérivés seront classés comme étant détenus à des fins de négociation, à moins qu'ils soient expressément

Les informations financières des périodes précédentes ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle des nouveaux groupes fonctionnels adoptée au quatrième trimestre de 2005.

désignés dans une relation de couverture efficace. Les normes permettent trois types de relations de couverture : les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Pour les couvertures de juste valeur, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est portée aux résultats en réduction des variations de la juste valeur attribuable au risque qui est couvert pour l'actif, le passif ou l'engagement ferme sous-jacent. Pour les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est compensée par les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours de périodes futures ou à la décomptabilisation de l'investissement net. Lorsqu'un instrument dérivé est désigné comme couverture et que les critères d'efficacité de la couverture sont satisfaits, les résultats peuvent être compensés, mais seulement dans la mesure où la couverture est efficace. L'inefficacité d'une relation de couverture sera comptabilisée dans les résultats courants.

Les autres éléments du résultat étendu seront inclus au bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et taxes) et comprendront les gains nets latents sur les valeurs disponibles à la vente, les gains nets latents sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et pertes de change latents et les couvertures compensatoires d'un établissement étranger autonome.

Nous sommes en voie d'évaluer l'incidence de l'adoption de ces normes.

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone au 416 980-3096, par télécopieur au 416 980-7012 ou par courriel à l'adresse michelle.caturay@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone au 416 980-8691, par télécopieur au 416 980-5028 ou par courriel à l'adresse rachel.gauci@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone au 416 980-4111, par télécopieur au 416 363-5347 ou par courriel à l'adresse marylou.frazer@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Renseignements en direct à l'intention des investisseurs : De l'information financière supplémentaire et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultées à l'adresse www.cibc.com/francais; À propos de la CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le premier trimestre aura lieu le 2 mars 2006, à 14 h 30 HNE. Pour la conférence en français, composez le 514 861-0443 à Montréal ou le numéro sans frais 1 866 696-5911; pour la conférence en anglais, composez le 416 340-2216 à Toronto ou le numéro sans frais 1 866 898-9626 pour le reste de l'Amérique du Nord. Une retransmission différée de la conférence sera accessible en français et en anglais, à partir de 17 h 30 HNE environ, le 2 mars 2006, jusqu'à minuit le 16 mars 2006. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, numéro de réservation 3175814#, et pour y accéder en anglais, le 416 695-5800 ou le 1 800 408-3053, numéro de réservation 3175811#.

Webémission audio : Une conférence diffusée en direct sur Internet sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le premier trimestre aura lieu le jeudi 2 mars 2006, à 14 h 30 HNE, en français et en anglais. Pour accéder à la conférence sur Internet, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais; À propos de la CIBC. Une version archivée de la conférence sur Internet sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais; À propos de la CIBC.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, www.cibc.com/francais, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.com

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir de nouvelles actions ordinaires de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec le secrétaire général par téléphone au 416 980-3096, ou par télécopieur au 416 980-7012.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Options de souscription d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
1 ^{er} novembre 2005	72,64 \$	
1 ^{er} décembre 2005	75,27 \$	
3 janvier 2006	76,97 \$	
27 janvier 2006		80,53 \$

